



ASIE/LAOS - Des fonctionnaires locaux veulent faire abjurer les chrétiens

Luang Prabang (Agence Fides) – Des fonctionnaires publics locaux veulent contraindre, par la menace et les intimidations, des groupes de chrétiens laotiens à abjurer leur foi. Et ceci se passe, « en flagrante violation de la Constitution du Laos elle-même, qui garantit la liberté de culte », ainsi que le remarque, dans un message envoyé à Fides, l'ONG « Human Rights Watch per Lao Religious Freedom » (HRWLRF).

Au cours de ces dernières semaines, la police a émis une mesure d'expulsion à l'encontre de dix familles chrétiennes (en tout 65 fidèles) du village de Hueygong, dans le district de Pakoo, au sein de la province de Luang Prabang (dans le nord du Laos), leur laissant jusqu'au 18 mars 2012 pour abjurer la foi chrétienne sous peine d'être expulsés du pays. L'ordre d'expulsion est arrivé après que le gouvernement du district de Pakoo se soit refusé de reconnaître la présence des chrétiens sur son territoire même si huit églises chrétiennes y sont présentes. Selon de zélés fonctionnaires, pour professer la foi chrétienne, il est nécessaire de disposer d'une approbation du Bureau du district chargé des Affaires religieuses. Selon des sources de Fides, le responsable du Bureau chargé des Affaires religieuses au sein de la province de Luang Prabang, Bosuée Chantuma, a tenté d'intervenir pour faire retirer l'ordre d'expulsion, le considérant privé de fondement juridique et comme constituant un abus de pouvoir des fonctionnaires locaux.

Des épisodes de ce genre se multiplient actuellement : le 2 mars, un certain nombre de dirigeants du district de police de Viengphuka (province de Luang Namtha) ont convoqué un chrétien dénommé Khamla, récemment converti au christianisme suite à la guérison d'une maladie. Ils l'ont interrogé, le remettant en liberté avec cet ultimatum : « Abandonne la religion chrétienne ou tu seras chassé du village ». L'ultimatum, remarquent des sources de Fides, ne se base sur aucune loi ou règlement.

Dans un autre cas signalé à Fides, qui remonte à janvier dernier, les autorités du village d'Hueysell (dans la province de Luang Prabang), où vivent 14 familles chrétiennes (soit environ 80 personnes), ont convoqué deux responsables chrétiens, ordonnant verbalement aux chrétiens d'abandonner leur foi, les menaçant de punitions ou d'être expulsés du pays. Les fidèles locaux n'ont pas cédé aux pressions et, jusqu'à présent, les autorités du village n'ont expulsé personne.

« Le gouvernement laotien continue à affirmer que les citoyens du Laos ont la liberté de professer une foi de leur choix mais, dans la pratique, les citoyens chrétiens sont soumis à des interrogatoires, à des mauvais traitements et à des menaces d'expulsion lorsqu'ils exercent le droit, constitutionnellement garanti, de professer la foi chrétienne » remarque HRWLRF. L'ONG exhorte le gouvernement du Laos à respecter la Constitution ainsi que la Convention internationale sur les droits civils et politiques, ratifiée par le gouvernement laotien. En outre, elle demande à ce que les autorités qui abusent de leurs pouvoirs soient punies et que des lois soutenant le droit et la liberté de croire et de pratiquer une foi quelconque sans restriction soient promulguées. Les chrétiens au Laos sont environ 200.000 pour une population totale de 6,4 millions d'habitants, en majorité bouddhiste. (PA) (Agence Fides 09/03/2012)